

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2012

Une année moins dynamique dans un contexte d'incertitudes

L'année 2012 aura été celle de l'essoufflement de l'activité mondiale, freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires dans les pays avancés. La différenciation des chemins de croissance apparaît de plus en plus marquée entre les pays émergents (qui connaissent une décélération) et les pays avancés (dont la zone euro, entrée en récession). Dans cet environnement perturbé, l'activité en Nouvelle-Calédonie a marqué le pas, alors qu'elle avait été jusqu'alors relativement épargnée par la tendance baissière de l'économie mondiale. Cette morosité est illustrée par le climat des affaires, qui a évolué sans véritable tendance tout au long de l'année tout en restant en deçà de sa moyenne de longue période.

Au cœur du ralentissement économique, la décélération des investissements figure au premier plan, avec l'achèvement du chantier de l'usine du Nord et les délais de mise en route de nouveaux relais de croissance. Parallèlement, la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance du territoire, a perdu de son dynamisme, avec un plafonnement voire une diminution des achats de biens durables et une inflexion dans l'acquisition de logements. Cette situation rend compte d'un manque de confiance croissant de la part des agents économiques, à l'approche notamment des prochaines échéances électorales (Provinciales de 2014). L'évolution de l'emploi, moins favorable que les années précédentes, vient conforter cette tendance.

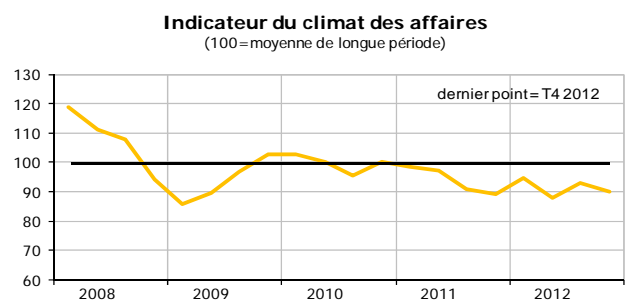
Dans un marché mondial excédentaire, le secteur du nickel a connu une année en demi-teinte, pénalisé par la faiblesse des cours, qui se situent aux limites du seuil de rentabilité de certaines unités de production. L'activité du BTP a perdu de sa vitalité, avec une diminution des constructions de logements alors que la fréquentation touristique peine à suivre le rythme de croissance élevé dans la zone Asie-Pacifique. Dans ce contexte morose, la profession bancaire a néanmoins continué de satisfaire le besoin de financement de l'économie, avec un rythme cependant ralenti par rapport aux années précédentes, mais avec une sinistralité toujours aussi faible.

UNE PRUDENCE DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Une morosité persistante du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) a fluctué tout au long de l'année 2012 autour des 91 points.

Il se maintient ainsi bien en deçà de la moyenne de longue période, sans toutefois atteindre le point bas observé au moment de la crise financière mondiale en 2009.

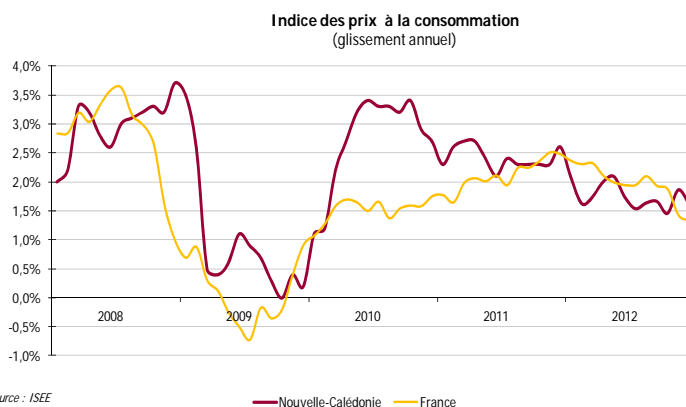


L'activité a été globalement mal orientée au cours de l'année 2012 : plusieurs secteurs économiques enregistrent un ralentissement de leur courant d'affaires en liaison avec un environnement économique perturbé au plan national et incertain au plan local. Ce manque de visibilité conduit les entrepreneurs à un certain attentisme en termes de recrutements et de prévisions d'investissement.

Une hausse des prix contenue

La hausse de l'indice des prix à la consommation ralentit, en moyenne annuelle, après les rythmes élevés des deux années précédentes (+1,8 % en 2012, après +2,4 % en 2011 et +2,7 % en 2010). Elle termine l'année à +1,6 %, soit une progression légèrement supérieure à celle observée dans l'hexagone (+1,3 %).

Ce ralentissement s'explique par la modération des prix de l'alimentation (+1,5 %, après +4,4 % en 2011) et des produits manufacturés (+0,3 %).



Inversement, l'augmentation des prix des services (+2,4 %, dont +3,2 % pour le logement et dépenses afférentes : eau, électricité...) et celle de l'énergie (+3,4 %), en liaison avec la hausse des prix du carburant, ont pesé sur l'indice en 2012.

Dans le secteur de la construction, l'indice BT 21 se renchérit de nouveau (+5,4 % sur un an, après +4,1 % en 2011). Cette évolution induit une nouvelle augmentation de l'indice de révision des loyers (+3,2 %).

Une situation moins favorable pour le marché du travail

En 2012, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois s'inscrit de nouveau en baisse (-11,8 %), confirmant ainsi la tendance amorcée depuis 2010. Toutefois, après avoir enregistré un niveau historiquement élevé en 2011, l'offre d'emploi marque le pas, se repliant de 7,8 %, en liaison avec une diminution des besoins en Province Nord (-25 %), ceux de la Province Sud étant relativement stables (-0,9 %). Sur les trois premiers trimestres, l'emploi salarié se contracte de 1 % (après +5,3 % en 2011), soit près de 900 destructions nettes d'emplois, notamment dans le secteur privé.

La consommation des ménages se maintient tandis que l'investissement des entreprises est contrasté

Dans ce contexte moins favorable, la consommation des ménages plafonne en 2012. Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs et les importations de biens de consommation courante sont en repli (respectivement -3,7 % et -1 %) alors que les professionnels du secteur du commerce font état d'une activité dégradée tout au long de l'année 2012. L'encours des crédits à la consommation progresse ainsi plus modérément qu'en 2011 (+2,6 %, après +3,9 %). Les importations de produits alimentaires restent toutefois en hausse (+7,5 %), en lien notamment avec la hausse du SMG (Salaire Minimum Garanti) de janvier 2012. L'investissement immobilier des ménages s'est nettement infléchi, avec une croissance plus modérée de l'encours des crédits à l'habitat (+3,2 %, après +8,4 % en 2011).

Malgré le démarrage récent de nouveaux chantiers, l'investissement des entreprises reste mitigé. Les intentions d'investir à moyen terme des entrepreneurs sont en repli et plusieurs indicateurs présentent des évolutions contrastées : les importations de biens d'équipement professionnels se redressent (+10 % en 2012, après -23 % l'année précédente), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires subissent une diminution plus forte (-11 %, après -1 % en 2011).

Le déficit commercial se creuse avec la baisse des exportations

Les échanges commerciaux se contractent en 2012. Les importations en valeur ralentissent (-4,8 %), après avoir enregistré un point haut en 2011. Elles se situent toutefois à un niveau largement supérieur à la moyenne des dix dernières années. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des importations d'ensembles industriels, en liaison avec la fin de la construction de l'usine du Nord. Parallèlement, les exportations (-13,8 %) subissent le contrecoup des difficultés du secteur du nickel : faiblesse des cours et suspension provisoire de la production à l'usine du Sud. Au final, le déficit commercial se creuse à nouveau, à près de 179 milliards de F CFP contre 174 milliards en 2011. Le taux de couverture se détériore, retrouvant un niveau proche de ses plus bas historiques à 41 % (-4 points).

UNE ANNÉE MOINS FAVORABLE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Une production de nickel pénalisée par le recul des cours

Le cours du nickel est proche des niveaux planchers atteints fin 2011. Le marché est devenu excédentaire en raison d'un surcroît de production et d'un ralentissement de la demande des pays émergents. La hausse de la production mondiale résulte de la montée en charge de nouveaux projets métallurgiques et, surtout, de la production élevée de « fonte au nickel » chinoise. Le cours moyen du nickel se situe ainsi nettement en dessous du niveau moyen de 2011, régressant de 23 % pour atteindre 8,0 \$/lb. Le recul des cours a toutefois été atténué par la fermeté du dollar vis-à-vis de l'euro, et donc du franc CFP. Les stocks mondiaux de nickel entreposés au London Metal Exchange (LME) ont progressé au cours de l'année 2012, passant de 90 000 tonnes en janvier à 140 000 tonnes en décembre.

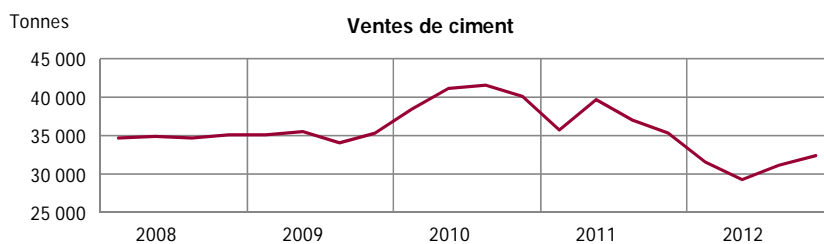
En Nouvelle-Calédonie, la production métallurgique est restée stable en 2012, à 62 300 tonnes de nickel (+0,4 % sur un an). Le surcroît de production de ferronickels a permis de compenser la baisse de production de produits finis et semi-finis. L'usine du Sud a produit, pour la première fois, 2 353 tonnes de produits finis NiO (Oxyde de Nickel), mais seulement 3 378 tonnes de produits semi-finis NHC (Nickel Hydroxyde Cake) après 7 568 tonnes en 2011. L'arrêt temporaire de l'usine, à partir de mai 2012, n'a pas permis d'atteindre l'objectif initial de 20 000 tonnes de produits finis ou semi-finis pour l'année.

L'extraction de minerai de nickel enregistre un nouveau record en 2012, avec 9 659 milliers de tonnes (+4,6 % sur un an), en lien avec les besoins de la Corée du Sud (montée en charge de l'usine de Gwangyang notamment), l'augmentation des saprolites (+9,5 %) compensant largement la diminution des latérites (-3,8 %).

Une année morose dans le BTP

Après l'achèvement de la construction de l'usine du Nord et le ralentissement de la production de logements, le secteur du BTP a perdu de sa vitalité. La contraction de l'activité sur les trois premiers trimestres de l'année se répercute sur l'emploi salarié (-700 emplois sur la période) et l'intérim.

Les ventes de ciment sont en retrait de 16 % en 2012 (après -8 % en 2011) se situant en deçà de la moyenne des cinq dernières années (-14 %). Cependant, à partir du 4^e trimestre, une reprise de l'activité s'est amorcée, portée par les travaux publics et dynamisée par le démarrage du chantier du Médipôle à Koutio.



Source : HOLCIM

La situation dans le secteur du logement reste précaire, malgré la mise en œuvre progressive de plusieurs dispositifs d'aides à l'accession à la propriété. Le nombre de logements autorisés en 2012 se situe bien en deçà de la moyenne des livraisons sur la période 2007-2011 (1 900 contre 2 500 environ) et se concentre principalement sur la zone de Dumbéa. Par ailleurs, la diminution des octrois de crédits à l'habitat s'accompagne d'une baisse du nombre de transactions, en lien avec un attentisme croissant des ménages.

La fréquentation touristique se stabilise

La fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie se maintient au niveau record de l'année 2011, qui avait été portée par les Jeux du Pacifique. Le nombre de touristes visitant l'archipel est en légère augmentation (+0,3 %, après +14 % en 2011). Cette évolution est toutefois moins favorable que pour la zone Asie-Pacifique (+7 % en 2012, dont +4 % pour l'Océanie). Les marchés émetteurs français et australien sont les principaux moteurs de cette affluence (respectivement +12 % et +4 %), alors que le marché japonais poursuit son repli (-6 %). Avec plus de 200 000 passagers (dont 80 % d'Australiens), le tourisme de croisière bénéficie du succès des circuits de courte durée (7 à 10 jours) en provenance d'Australie, la Nouvelle-Calédonie constituant le port d'escale étranger le plus proche de ce pays.

Tendance plus favorable pour l'aquaculture et stabilisation dans l'élevage

L'aquaculture de crevettes est mieux orientée que les exercices précédents avec un redressement des exportations, en augmentation de 15 % en volume (et de 13 % en valeur). Le secteur de la pêche reste quant à lui confronté à des difficultés, avec une baisse de 3 % de la production hauturière en volume, les exportations de poissons ressortent toutefois en hausse de 3,4 % en 2012 (après -15 % l'année précédente). Après une année 2011 favorable, les abattages de viandes porcines poursuivent leur progression en 2012 (+3 %) tandis que ceux de viandes bovines sont en repli (-2 %).

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Malgré un contexte économique moins porteur, l'activité bancaire est restée dynamique en 2012. La collecte de dépôts a retrouvé une orientation favorable, tandis que les encours de crédits continuent de progresser à un rythme soutenu, mais ralentissent par rapport à 2011.

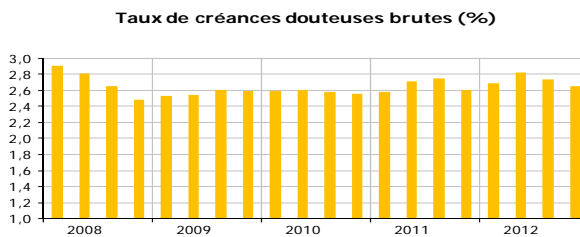
Les dépôts des agents économiques ont augmenté de 10,5 % en 2012, après +2,5 % en 2011. Ils bénéficient du dynamisme des comptes sur livrets (+6,7 %), avec la forte hausse de l'encours des livrets A (+16,8 %), et des dépôts à terme (+26,2 %). L'évolution de ces actifs plus rémunérateurs se fait au détriment des dépôts à vue qui augmentent plus modérément (+3,7 %).

Croissance ralentie des encours, notamment pour les ménages

L'activité bancaire reste soutenue, malgré une nouvelle baisse du rythme de progression de l'encours total des établissements de crédit en 2012 : il progresse de 5,3 %, après +7,4 % en 2011 et +9,5 % en 2010. En particulier, les établissements de crédit locaux affichent une progression moins forte de leurs encours de crédits, à +4,7 % contre +6,8 % un an plus tôt, mais qui reste largement supérieure à la métropole (+1,7 %). Le financement des ménages s'infléchit (+3,3 %, contre +7,7 % en 2011), de façon marquée pour les crédits à l'habitat. L'investissement immobilier des ménages est moins bien orienté que les années précédentes. La production locale de crédits nouveaux a ainsi régressé, à 40 milliards contre 50 milliards de F CFP en 2011. La demande s'infléchit, en liaison avec un attentisme croissant des ménages, tandis que l'offre est pénalisée par la chute du marché de la défiscalisation. Le financement des entreprises reste dynamique (+7,2 %, contre +5,7 % en 2011). Les crédits d'exploitation augmentent de 10,7 %, avec la hausse des comptes ordinaires débiteurs (+22,2 %), et les crédits à l'investissement maintiennent un rythme de progression élevé (+7,1 %, après +6,4 %).

La qualité du portefeuille des établissements de crédits locaux reste stable, avec un taux de créances douteuses toujours modéré, à 2,7 % (+0,1 point) ; tandis que le taux de provisionnement s'inscrit en léger repli, à 65 % (-1 point).

Au final, la progression de la collecte ayant été plus dynamique que l'activité de financement, le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle (qui s'infléchit de 21 %), comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) : son solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, baisse de 12 %, à -71 milliards de F CFP au 31 décembre 2012 contre -80 milliards un an auparavant.



PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2013

L'année 2013 ne verra probablement qu'une légère accélération de la croissance mondiale. La reprise sera plus lente que prévu et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés. Alors que la zone euro serait à nouveau en croissance négative (-0,2 %, après -0,4 % en 2012), la croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement devrait rester significative, pour atteindre +5,5 % (contre +5,1 % en 2012).

En Nouvelle-Calédonie, l'année a démarré dans un contexte d'attentisme avec la perspective des échéances électorales Provinciales de 2014. Cette situation devrait continuer de peser sur l'investissement comme sur la consommation. Dans le secteur du nickel, la montée en charge de l'usine du Nord et la reprise de la production de l'usine du Sud devraient assurer une croissance significative des exportations en volume. Le marché mondial serait toutefois en surplus, ne permettant pas de valoriser au mieux ces exportations. Parallèlement, le secteur du BTP serait tiré par le chantier du Médipôle et des projets dans les travaux publics, mais pénalisé par un nouveau ralentissement dans la construction de logements. Le tourisme de séjour devrait stagner, en lien avec la persistance des difficultés économiques des marchés émetteurs.

Ces évolutions montrent la nécessité pour l'économie calédonienne d'une plus grande diversification des exportations, afin de ne pas dépendre exclusivement du cycle d'un seul produit - le nickel - qui alterne des phases de surchauffe et de récession. Elle passe par la recherche d'avantages comparatifs dans des domaines comme le tourisme ou l'exploitation des ressources naturelles du territoire comme de sa zone économique exclusive. La diversification devrait permettre également d'optimiser les sources d'approvisionnements, cette fois-ci pour ses importations, par une meilleure intégration régionale, permettant de rechercher le meilleur prix pour le consommateur final. Le différentiel de prix avec la métropole (le plus élevé de l'Outre-mer selon l'étude CEROM publiée en 2012) est un autre défi pour la Nouvelle-Calédonie, qui incite à poursuivre les efforts de lutte contre la vie chère, en se focalisant sur les postes touchant les publics les plus défavorisés : l'alimentation et le logement.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 20 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1968-6277